

**ASSEMBLÉE NATIONALE**

17 octobre 2019

PLF POUR 2020 - (N° 2272)

Rejeté

**AMENDEMENT**

N° II-CF234

présenté par

Mme Victory, Mme Pires Beaune, M. Jean-Louis Bricout, M. David Habib, Mme Rabault, M. Juanico, Mme Manin, Mme Tolmont, M. Aviragnet, Mme Bareigts, Mme Battistel, Mme Biémouret, M. Bouillon, M. Carvounas, M. Alain David, Mme Laurence Dumont, M. Faure, M. Garot, M. Hutin, Mme Karamanli, M. Jérôme Lambert, M. Letchimy, Mme Pau-Langevin, M. Potier, M. Pueyo, M. Saulignac, Mme Untermaier, Mme Vainqueur-Christophe et M. Vallaud

**ARTICLE 38****ÉTAT B****Mission « Enseignement scolaire »**

Modifier ainsi les autorisations d'engagement et les crédits de paiement :

*(en euros)*

<b>Programmes</b>	<b>+</b>	<b>-</b>
Enseignement scolaire public du premier degré	0	0
Enseignement scolaire public du second degré	155 200 000	0
Vie de l'élève	0	0
Enseignement privé du premier et du second degrés	0	0
Soutien de la politique de l'éducation nationale	0	155 200 000
Enseignement technique agricole	0	0
<b>TOTAUX</b>	155 200 000	155 200 000
<b>SOLDE</b>	0	

---

## EXPOSÉ SOMMAIRE

Nous déplorons que le Gouvernement continue dans ce budget de supprimer des postes d'enseignants dans le second degré public.

Lors de la rentrée scolaire 2019, ce sont déjà 2650 postes d'enseignants qui ont été supprimés, alors même que la direction de l'évaluation, de la prospective et de la performance du ministère de l'éducation nationale prévoyait une augmentation des effectifs dans les collèges, lycées généraux, techniques et professionnels de 27 515 élèves à la rentrée 2019.

Pour la rentrée scolaire 2020, le Gouvernement compte de nouveau supprimer 440 postes d'enseignants, alors qu'une fois encore, les effectifs devraient augmenter puisque 21 845 élèves supplémentaires sont attendus dans les collèges et lycées français, dont 15 532 élèves dans les collèges.

Nous sommes fortement opposés à ces suppressions, qui ne peuvent que nuire à la qualité de l'enseignement dispensé, a fortiori dans un contexte de hausse des effectifs, particulièrement en lycée. Une nouvelle fois, ce que donne le Gouvernement d'un côté, il le prend de l'autre. Cela n'est pas possible ! Les créations de postes dans le primaire ne doivent pas se réaliser au détriment de l'effort pour le secondaire.

Plutôt que de supprimer des postes, le groupe Socialistes et apparentés propose d'en créer 1 500 pour la prochaine année scolaire, afin d'accompagner la hausse programmée des effectifs dans le second degré de près de 50 000 élèves en 2019 et 2020, dont plus de 44 000 dans les collèges. Cela représente pour 2020 un effort estimé à 155,2 millions d'euros (35,2 millions pour revenir sur la suppression des 440 postes voulue par le Gouvernement et 120 millions pour créer 1500 postes supplémentaires).

Afin de respecter les exigences de l'article 40 de la Constitution et de la loi organique relative aux lois de finances, le législateur est contraint de compenser la dépense par un gage sur un autre programme de la mission concernée. Ce n'est évidemment pas notre intention et nous appelons le Gouvernement à lever le gage. Ainsi cet amendement procède à :

- Une augmentation de 155 200 000 euros d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement de l'action 1 « Enseignement en collège » du programme 141 « Enseignement scolaire public du second degré » (ceci est l'objet de notre amendement) ;
- Une diminution de 155 200 000 euros d'autorisations d'engagement et de crédits de paiement de l'action 8 « Logistique, système d'information, immobilier » du programme 214 « Soutien de la politique de l'Éducation nationale » (ceci est notre gage).